LIBAN: Il faut renforcer la lutte contre les armes à sous-munitions

Photo: Dalila Mahdawi/IRIN

Un démineur du Mines Advisory Group (MAG) sonde le sol à la recherche de sous-munitions près de Kfar Joz, dans le sud du Liban

BEYROUTH, 25 septembre 2011 (IRIN) - Plus de 100 enfants ont été tués ou mutilés par des sous-munitions au Liban depuis 2006, a dit à IRIN un haut-gradé de l'armée lors d'une conférence internationale sur les armes à sous-munitions qui s'est tenue récemment à Beyrouth.

Depuis 2006, les sous-munitions ont tué ou blessé 408 civils libanais, incluant 115 enfants, a dit à IRIN le commandant Pierre Bou Maroun en marge de la deuxième réunion des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, qui s'est achevée le 16 septembre. M. Bou Maroun dirige le Centre régional d'action contre les mines (Regional Mine Action Centre, RMAC) des Forces armées libanaises, situé à Nabatiyeh.

Le RMAC s'occupe de coordonner toutes les opérations de déminage réalisées dans le pays.

Le président libanais Michel Sleiman a pris la parole pendant la réunion pour qualifier les sous-munitions d'« arme de guerre méprisable » conçue pour « tuer et mutiler la population civile » à long terme. Il a par ailleurs ajouté que l'État libanais « mettrait tout en œuvre » pour faire respecter la Convention, « en particulier en ce qui concerne l'assistance aux victimes et le nettoyage du territoire ».

La réunion a rassemblé des représentants de plus de 115 gouvernements, des Nations Unies, des organisations de la société civile et des survivants des armes à sous-munitions afin de discuter des moyens à mettre en œuvre pour satisfaire les principales obligations de la Convention.

« Les gouvernements doivent démontrer qu'ils respectent leurs engagements et mettent en œuvre tout un train de mesures urgentes pour éliminer les armes à sous-munitions et contrer les effets que ces armes inhumaines ont sur les civils dans le monde entier », a dit Steve Goose, vice-président de la Coalition contre les sous-munitions (Cluster Munitions Coalition, CMC) et directeur de la division Armes de Human Rights Watch.

Le Liban et la Tunisie sont les seuls pays arabes à avoir ratifié la Convention. Si l'Irak l'a signée, il ne l'a cependant pas encore ratifiée.

Selon la CMC, l'Irak et le Liban sont les plus durement touchés dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, mais la Libye est le pays le plus récemment contaminé. Plus tôt cette année, les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont en effet utilisé des armes à sous-munitions pour combattre les rebelles.

Lors de la réunion, il a été mentionné que la Convention avait permis la destruction d'environ 50 pour cent des sous-munitions qui existaient dans le monde. Au Liban, environ 66 pour cent des terres contaminées ont été déminées et rendues aux habitants, a indiqué la CMC.

Si le succès de la Convention est impressionnant, quelque 80 pays ne l'ont cependant pas encore signée, incluant certains des plus grands fabricants, utilisateurs ou propriétaires de stocks d'armes à sous-munitions au monde, notamment Israël, les États-Unis, la Chine, la Russie, le Pakistan et l'Inde, a rappelé M. Goose.

Des tendances « encourageantes »

« Les tendances identifiées au cours des dix derniers mois sont encourageantes : elles montrent que près de 65 millions de sous-munitions ont déjà été détruites grâce à la Convention et que les opérations de déminage se poursuivent », a dit Christine Beerli, vice-présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

« Jusqu'à récemment, les sous-munitions étaient généralement considérées comme des armes essentielles et les dommages inacceptables qu'elles entraînent étaient jugés inévitables », a-t-elle ajouté. « Mais l'expérience du Liban a tout changé ».

En 2006, au cours des 72 dernières heures d'un conflit qui a duré 34 jours et alors que le Conseil de sécurité des Nations Unies avait déjà adopté la résolution 1701, qui appelait à la cessation immédiate des hostilités, Israël a largué quatre millions de bombes à sous-munitions sur le sud du Liban. Selon les Nations Unies, environ 40 pour cent d'entre elles n'ont pas explosé au moment de l'impact. Elles se sont transformées de facto en mines antipersonnel et continueront de menacer la sécurité des civils pendant plusieurs dizaines d'années si elles ne sont pas retirées.

Selon un rapport de Human Rights Watch publié en 2008, les sous-munitions n'avaient pas été utilisées de manière aussi extensive dans le monde depuis la guerre du Golfe, en 1991. L'utilisation de ces armes par Israël a eu pour effet de catalyser les efforts de la communauté internationale pour les interdire.